

SUR LE FRONT DU BUDGET: «UN MYTHE DIABOLIQUE», L'AMENDEMENT VALLON!

Budget classique dont le tiers est consacré ouvertement aux armements et dont chaque chapitre camoufle le financement d'activités connexes. Budget de classe qui délimite une fois pour toutes la masse des salaires et accentue les inégalités économiques. Budget d'époque qui fait à l'appareil de coercition la part de la hyène. Budget auquel on ne s'arrêterait pas autrement que pour le condamner tant il ressemble à tous ceux qui l'ont précédé, à tous ceux qu'il impose n'importe quel Etat à sa population, si une particularité qu'on cherche à y introduire n'était pas le signe irréfutable d'une conversion qui s'amorce et qui doit permettre d'imposer aux masses la transformation d'une économie qui le cul entre deux systèmes, le libéralisme et le dirigisme, cherche une assise solide avant de repartir pour une nouvelle ère d'exploitation en absorbant à la fois les évolutions techniques et la colère des exploités. Cette particularité, riche de prolongements, c'est l'amendement Vallon.

M. Michel Debre, qui fut colonialiste en son temps et qui reste l'homme du cléricisme de la réaction bornée du lapinisme pourvoyeur de casernes et d'usines en un mot du capitalisme classique et qui évolue lentement vers une technocratie de classe, pousse à coups de pieds dans les fesses par son patron De Gaulle, M. Michel Debré s'est écrié au *Congrès des petites entreprises* (n'est-ce pas symbolique): «*Le projet Vallon est un peu un mythe diabolique*». Nous dirons, et naturellement pour d'autres raisons que ce pitre qui de toute manière pliera une fois de plus le genou devant son maître que nous sommes d'accord avec lui.

Vallon est de gauche! Comme Clavel est de gauche, comme Mitterrand est de gauche, comme d'Astier est de gauche, comme Mollet est de gauche. Heureuse gauche, qui constitue depuis une centaine d'années la fièvre d'où germent les jeunes pousses qui à chaque génération infusent au capitalisme le sang nouveau qui lui permet de se prolonger en s'actualisant.

Heureuse gauche qui connaît des Mitterrand, des Viviani, des Marquet, des De Mans, des Déat et maintenant un Vallon. Ce personnage vient du socialisme et du syndicalisme et plus que d'autres il est sensible aux réactions ouvrières. La mince couche de collectivisme dont il aime enrober son propos en fait le trait d'union naturel entre la droite dans le vent et la jeune technocratie aux dents de loup. Et c'est tout naturellement que le vieux, qui n'est pas né de la dernière pluie s'est adressé à lui pour préparer la droite obtuse et mangée aux mites aux mutations de structures qui remettraient le système du profit sur un terrain plus ferme. Revaloriser la plus-value de l'entreprise sans dresser contre elle les travailleurs voilà le but secret, profond, machiavélique de l'amendement Vallon! Bien sûr Debré et toutes les vieilles barbes du C.N.P.F. ont levé les bras au ciel, ont crié à l'hérésie, nous ont rebattu les oreilles de l'autorité patronale. Ces messieurs ont un peu tripoté la Bourse afin d'inquiéter De Gaulle. Mais les jeunes patrons les technocrates de choc ont applaudi, alors que dans les milieux de gauche et dans les milieux syndicalistes certains personnages se sont tus baissant pudiquement les yeux devant le bougre qui entendait pratiquer une politique «sociale» à l'américaine à laquelle ils aspirent sans encore oser l'avouer.

Mais que propose l'amendement Vallon à? Tout simplement d'intéresser le personnel aux bénéfices des entreprises que l'autofinancement ne manquera pas de procurer. Les bons apôtres. On se sentirait tout attendri de cette sollicitude qui tend à faire du patron le père de la grande famille qui travaille dans son entreprise comme autrefois le colonel fut le père au régiment, si on ne connaissait pas le dessous des cartes du jeu auquel ces personnages nous conviennent.

Devant les problèmes économiques que pose le *Marché commun*, les industriels se trouvent dans l'obligation de moderniser leur outillage et le gouvernement qui a conscience de la nécessité d'établir ces prix compétitifs, les pousse à investir des sommes importantes destinées à transformer leur entreprise. Où prendre l'argent? Deux solutions s'offrent à eux: le prendre sur les marges bénéficiaires, sur leur profit. Ils ne le veulent pas et ils le pourraient difficilement, à moins d'accélérer les concentrations industrielles, mais la vieille droite attachée à «*l'industrie en miettes*» et au libéralisme entend rester maîtresse chez elle, ou

alors réduire, ou plutôt freiner les rajustements de salaires, que l'augmentation du coût de la vie comme l'augmentation de la production, justifient, et c'est à cette solution que s'est rallié le C.N.P.F.

L'organisation patronale a donc fait rentrer l'investissement financier dans le bilan global de l'entreprise où figure le salaire, et celui-ci n'est plus seulement dépendant des éléments traditionnels, l'amortissement, le prix de revient, le «*profit légitime*» (sic), mais d'un élément nouveau, l'investissement! Les travailleurs sont conviés à participer par des sacrifices de salaires à l'investissement. C'est ce que la droite moderne appelle l'autofinancement. Mais le plus curieux c'est que cette opération a débordé le cadre patronal pour gagner le cadre syndical et il n'est pas rare de voir des responsables syndicaux vous tenir le même langage et faire dépendre la revendication des nécessités de l'investissement.

On reste confondu devant tant de sottise. Car enfin l'investissement augmente la plus-value de l'entreprise. Une usine dont le capital représente 100 millions de francs par exemple peut voir ce capital doubler si des sommes importantes ont été investies dans son outillage. Cette augmentation, forme de d'une richesse qu'il possède en propre, le patron ne le devra plus à son épargne ou à sa dextérité en affaire, mais simplement à la crédulité de travailleurs bernés qui sacrifieraient leur salaire à l'enrichissement de leur patron avec l'espoir illusoire de travailler dans de meilleures conditions et d'assurer la pérennité de leur emploi.

En vérité les bras vous tombent. L'usine est la propriété d'un patron ou d'une société, et ce n'est pas à leur personnel de faire les frais d'améliorations qui augmenteront leur capital et également leur profit sur la fabrication. Et de toute façon ces sommes ne doivent pas constituer un article d'un bilan, mais être prises par le patron sur son profit, après que les autres postes financiers auront été établis en fonction des besoins de fonctionnement et des salaires.

Mais si les patrons ont trouvé cette grosse astuce pour résoudre les problèmes que la modernisation leur pose, si des bureaucrates ouvriers ont trouvé très bien que des travailleurs fassent les frais de l'enrichissement de leur patron, les ouvriers eux, ont dressé l'oreille et, perplexes, ils se sont interrogés sur une opération complexe qu'ils ne comprenaient pas bien et qu'on leur présentait comme une garantie du plein emploi, mais qui en réalité est l'application du mot d'ordre «*faire payer les pauvres en faveur des riches*».

La droite moderne, les jeunes patrons, la technocratie, et en particulier celle qui avait fait carrière à gauche, a tout de suite compris que les travailleurs ne marcheraient pas longtemps, qu'ils finiraient par voir clair et que cette malice, cousue de fil blanc, risquait de relancer l'agitation sociale dans les boîtes. Ils ont alors monté la plus grosse escroquerie sociale du siècle. Ce fut l'amendement Vallon.

Il ne s'agissait pas, bien sûr, de renoncer à l'opération investissement imaginée par la vieille droite mais de lui fournir un alibi social. Les sommes récupérées sur les salaires allaient enrichir le patron, mais les salariés en échange recevraient soit des actions, soit une créance en argent. Et les travailleurs allaient être transformés en milliers de petits porteurs que manœuvrent les *Conseils d'administration*, qui serviraient d'appoint aux gros porteurs et que les jours de krachs ils se retrouveraient en caleçon sur le perron de la banque. Mieux l'association des travailleurs au système économique de l'entreprise les lierait de telle manière que leur condition ne dépendrait plus de leur volonté de l'améliorer, mais du sort d'une entreprise capitaliste soumise aux aléas de la gestion, du marché, de la pression de l'État, etc... L'amendement Vallon c'est la véritable intégration du monde du travail à l'économie du profit, dont il devient un élément indissoluble. Cela tous les syndicats semblent l'avoir senti et ils ont rejeté l'amendement Vallon. Enfin tous, souhaitons-le!

L'amendement Vallon est un coup de sonde de la droite moderne et technocratique dont la politique consiste à engager le plus possible les travailleurs dans le système de façon à désamorcer toutes les tentatives de transformation sociale de l'économie. L'amendement Vallon, la reconnaissance de la section d'entreprise proposée par la C.F.D.T., la cogestion sous toutes ses formes concourent à un même but, solidariser les travailleurs avec le système qui les exploite. Et ce pâté qu'offre la technocratie au monde du travail est du type: un cheval, une alouette. Si les travailleurs s'y laissent prendre il perdront la faculté d'aller manger ailleurs.

Devant l'amendement Vallon la vieille droite a levé les bras au ciel. Elle craint d'ailleurs beaucoup plus les manœuvres des technocrates qui à coup de démagogie piperont les actions des travailleurs, que l'introduction de ceux-ci dans les affaires de l'entreprise, l'action des *Comités d'entreprise* est là pour la rassurer. Pourtant si De Gaulle l'exige, elle s'inclinera et c'est alors que le mouvement ouvrier devra intervenir avec vigueur.

C'est vrai, que l'amendement Vallon est un mythe diabolique, mais pas dans le sens ou l'entend Debré, il n'est après tout que l'aménagement de l'opération initiale qui est l'autofinancement de l'entreprise et il faut rejeter tout investissement qui limiterait les revendications des travailleurs. L'investissement concerne exclusivement les propriétaires de l'entreprise. Il faut refuser de tenir compte des investissements lorsqu'il est question de salaire ou de toute autre revendication. Les travailleurs n'ont pas à gérer le système qui les exploite, mais à le renverser et, en attendant ils doivent exiger des salaires décents sans tenir aucun compte de problèmes qui ne les concernent pas.

Ne nous y trompons pas, c'est sur le problème que pose l'amendement Vallon, et en général tous les investissements, que les syndicalistes révolutionnaires se compteront dans les mois à suivre.

Maurice JOYEUX.
